



Les circulations dans le Sud global : ethnographies des échanges mondialisés

Colloque international de l'APAD
Lomé, 23-26 juin 2020

Appel à panels

Une circulation accrue de personnes, mais aussi d'objets, de marchandises, de modèles, de normes, de répertoires d'action

Les objets, les personnes et les idées se déplacent entre les continents depuis des siècles. L'Afrique était intégrée dans des échanges lointains bien avant la « première mondialisation » du XV^{ème} siècle, mais ces flux ont connu une accélération sans précédents depuis la fin de la guerre froide, à la faveur de l'amélioration des technologies de transport et de communication, de la libéralisation du commerce, de la prolifération d'accords économiques multilatéraux. Les interactions et les interconnexions au sein du Sud global s'étoffent, se complexifient et se déploient en relation à des pôles politiques et économiques émergents. Sur le plan macropolitique, le nouveau millénaire voit des pays comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou le Brésil investir durablement le paysage économique, politique et culturel du continent africain. A l'échelle des individus, l'ouverture des pays africains aux marchés globalisés et notamment l'importance de leurs échanges économiques avec l'Asie transforme profondément les modes de consommation, les styles culturels, les manières d'entreprendre et les modèles de développement. A partir de cette toile de fond, la littérature s'accorde à distinguer deux formes de globalisation.

La première renvoie au monde de la haute finance, des multinationales, des institutions internationales de l'aide publique au développement, des tribunaux internationaux, des ONG, think tanks et fondations transnationales. Cette globalisation « par le haut », « high end » ou « hégémonique », se traduit dans les États du Sud, en particulier les pays « sous régime d'aide », par le transfert et la circulation de techniques de gouvernance, instruments d'action publique, modèles gestionnaires, normes internationales et flux financiers, au service d'une ingénierie sociale globalisée véhiculée par les institutions de l'aide ou de régulation internationales. Elle englobe également les nouvelles formes de coopération économique et industrielle au sein du Sud global. Le vif intérêt que suscitent les « nouvelles routes de la soie » sur le continent africain et le processus concomitant de modernisation des grandes infrastructures de transport et de communication (ports, aéroports, routes, chemins de fer) n'en sont que la dimension la plus visible.

La deuxième forme de globalisation, vécue par la majorité de la population mondiale, est souvent associée aux mobilités transnationales des personnes. Migrants, réfugiés, entrepreneurs « nomades », commerçants, intermédiaires et démarcheurs : ils seraient les

principaux acteurs d'une mondialisation « par le bas », « low-end », « non-hégémonique », « grassroots » ou « discrète », évoluant dans les interstices ou aux marges de l'économie de marché, mobilisant des investissements financiers modestes, privilégiant les transactions informelles ou semi-légales, basées sur la confiance mutuelle et structurées autour de réseaux ethniques et d'interconnaissances. Si l'importation massive de produits industriels ou de grande consommation chinois représente l'exemple le plus visible des processus susmentionnés, l'intensification des interconnexions « par le bas » ne se limite pas aux échanges commerciaux stricto sensu. Des productions culturelles voyagent aussi, à l'instar des vidéos nollywoodiennes, qui ont essaimé dans toute l'Afrique subsaharienne, puis en Europe et aux États-Unis. La démocratisation de l'Internet à haut débit et de la téléphonie mobile 4G permettent également la diffusion rapide, massive et incontrôlée d'informations – mais aussi de rumeurs – bien au-delà des frontières nationales.

Comme toute dichotomie, juxtaposer – et parfois même opposer – la globalisation des puissants et celle des subalternes contient cependant le risque de les penser séparément, perdant ainsi de vue leur interdépendance et les dynamiques qu'elle génère. En dépit et au-delà de ses variantes, cette posture est étroitement liée aux terrains des premiers théoriciens de la globalisation et des chercheurs qu'ils ont inspirés, centrés sur les mobilités humaines.

Et si, à côté des approches qui abordent les processus de mondialisation par le biais de la circulation des personnes, on s'intéressait aussi à la circulation des « choses » ? Des ethnographies de « ce qui circule » permettent en effet de ne pas préjuger de la nature des canaux et des circuits empruntés (routes, hubs, nœuds, dispositifs de régulation, infrastructures), ni des acteurs qui font circuler (entrepreneurs, hommes et femmes d'affaires, experts, fonctionnaires, personnel humanitaire, artistes, touristes, migrants, etc.), ni des échelles d'observation de ces phénomènes. Derrière une marchandise, une norme, un modèle, il y a en effet des institutions de régulation et de gouvernance, des acteurs politiques et économiques, des formes spécifiques de conception, production, diffusion et de réception/consommation, enchâssées dans des modèles culturels ou d'organisation sociale. En adoptant cette perspective, le haut et le bas, l'hégémonique et le subalterne, le *high end* et le *low end* n'apparaissent plus comme des mondes séparés, mais des dimensions à la fois incontestables et inextricablement liées au sein d'une chaîne globale d'approvisionnement ou de valeur ou tout au long du voyage intercontinental d'un modèle standardisé d'intervention sociale.

Ce renversement de perspective n'est certes pas inédit. Mais sa traduction en recherches empiriques est beaucoup plus récente, surtout en ce qui concerne les Suds.

Ethnographier les formes de circulation à de multiples échelles : le colloque 2020 de l'APAD

Depuis sa fondation en 1991, l'APAD (Association pour l'anthropologie du changement social et du développement) promeut des recherches qualitatives approfondies sur les dynamiques de changement social et les tentatives de changement impulsé par les États ou l'aide internationale.

Après le colloque de Roskilde, en 2018, consacré aux mobilités et aux migrations, l'APAD propose pour l'édition 2020 de ses colloques internationaux, co-organisée avec le Département d'Anthropologie et d'Études Africaines de la Faculté des sciences de l'homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé (Togo), de centrer ses travaux sur les multiples formes de circulation à grande échelle de marchandises, idées, techniques, informations, modèles qui traversent de manière croissante les pays du Sud et les relient au reste du monde. Des panels ou des communications s'intéressant à des circulations à échelle plus limitée, régionale ou entre pays voisins, ou montrant des effets de changement d'échelle dans les circulations, sont aussi bienvenus.

Il s'agit de revisiter des terrains et des thématiques qui sont au cœur du « tournant global » ayant investi les sciences sociales depuis deux décennies, de discuter de la place qu'y tient l'anthropologie du développement et inversement, de la manière dont elle prend en compte les dynamiques de mondialisation.

De l'étude initiale des interactions localisées entre développeurs et développés, l'anthropologie du développement a incontestablement diversifié ses objets et élargi son champ d'observation. Elle a interrogé « les interfaces empiriques de la mondialisation » (colloque de l'APAD 2007). Elle s'est engagée dans l'ethnographie des bureaucraties internationales de l'aide et des réseaux transnationaux d'experts, consultants et personnels humanitaires, apportant une contribution originale à l'étude des processus de globalisation. Son cadre conceptuel et ses matériaux empiriques restent cependant largement tributaires d'une dialectique Nord-Sud. La focale porte plutôt sur les transferts unidirectionnels – de normes, ressources financières, modèles institutionnels vers le Sud, de richesses naturelles et de flux de migrants vers le Nord – que sur les dynamiques d'échange et de connexion globalisées. Or, la globalisation des pratiques de l'aide et la transnationalisation de ses institutions ne sont qu'une des dimensions de l'inscription des Suds dans les processus de mondialisation. Ces sont les multiples facettes de la globalisation observée à travers les circulations dans les Suds que ce colloque incite à explorer, avec un accent délibéré sur leur dimension matérielle et spatiale.

Pistes de réflexion

Nous sollicitons des contributions qui retracent l'itinéraire, la carrière, la vie sociale et politique de « choses » en circulation de différente nature. Les « biographies » de marchandises sont un exemple désormais classique et bien représenté des « thing-following studies », à l'instar des travaux récents sur le wax, le khat, les voitures d'occasion, le champignon *matsutake*, les médicaments, les motos chinoises, les tongs ou le vin français en Chine. La circulation des produits africains, dans le continent ou ailleurs, comme la diffusion du gari ou du fonio en Afrique de l'ouest ou les exportations de produits alimentaires vers l'Europe ou l'Asie, ou encore le rap ou les souvenirs pour touristes pourront aussi être étudiés. Mais on pourra retracer les circulations d'une innovation ou de savoir-faire technologiques (comme les rickshaws motorisés ou les multiples exemples d'« innovation frugale » dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau et à l'électricité, de l'agriculture ou de la microfinance), d'un instrument d'action publique ou d'un *travelling model* (comme le partogramme, les méthodes contraceptives ou le système des *cash transfers*). Ou s'intéresser aux productions culturelles, comme la mode, la danse, la vidéo mais aussi à des « objets » plus immatériels, comme les répertoires d'action collective – la notion d'émancipation féminine, le concept de genre et sa transposition dans les cadres du développement – ou les stratégies de mobilisation, ou encore des rumeurs transnationales, etc.

Des papiers pourront se focaliser sur une phase précise de la circulation d'un « objet », d'autres en tenter une analyse compréhensive ; dans tous les cas, dans la tradition de l'APAD, les communications devront reposer sur des matériaux empiriques solides.

Le colloque sera organisé sous forme de panels. Ceux-ci pourront s'articuler autour des axes suivants :

Circuits, lieux et acteurs des circulations

Quelles sont les routes, les circuits, les itinéraires des circulations globalisées ? Quels réseaux transnationaux les supportent ? Quelles sont les lieux de connexion, qui jouent le rôle de *hubs*,

de nœuds de confluence et de rayonnement de flux de marchandises, savoirs technologiques, visions entrepreneuriales, modèles de développement, représentations, normes ? Dans quelle mesure ces nœuds d'échange s'imposent-ils aussi comme des nouveaux lieux de pouvoir ? Quels sont les acteurs de ces circulations à grande échelle, aussi bien ceux qui les animent que ceux qui les alimentent ou tentent de les contrôler, de les réguler ou de s'y opposer ? Comment s'insèrent-ils dans ces circulations ? Quels entrelacements d'histoires personnelles ou collectives se créent tout au long des circulations transnationales ? Quelles sont les ambivalences observables dans ces flux et reflux induits par les trajectoires des idées, des choses ? A rebours de l'image du flux sanguin évoquée par le terme de circulation, les circulations n'irriguent pas uniformément et sans discontinuités les territoires et les sociétés. Des connexions sont bloquées, des ruptures interviennent dans les chaînes d'approvisionnement ou dans les flux de l'aide, des régions ou des groupes sociaux sont durablement « déconnectés ». Certaines routes ou circuits disparaissent ou tombent en désuétude, d'autres émergent pour pallier des blocages ou des ruptures. Quels sont les lieux, les groupes sociaux, ou même les biens matériels ou immatériels restés ou tenus à l'écart des circulations ? Quels facteurs, géopolitiques, économiques, sociaux ou historiques déterminent ces exclusions ?

Régulations et recompositions (géo)politiques

Un questionnement commun émerge autour du rôle que jouent les organisations internationales de gouvernance dans l'uniformisation et la diffusion à l'échelle globale de normes et de régulations (en matière de commerce international, de protection de l'environnement, de bonne gouvernance, de droits humains, d'émancipation féminine, de production industrielle, de propriété intellectuelle, de politiques de santé publique ou d'éducation, de lutte contre les fraudes, etc.), et leur articulation avec les agendas des acteurs politiques et économiques nationaux (autorités politiques, administrations publiques, syndicats, lobbies économiques, ONG, etc.). Quels sont les effets de l'accélération des circulations de biens, idées et normes globalisés sur les équilibres politiques locaux et nationaux ? Quels facteurs politiques ou légaux favorisent les circulations ? Quels autres les ralentissent ou les entravent ? Dans quelle mesure et par quels processus l'insertion dans les circulations mondialisées transforme l'influence politique des acteurs (qu'ils soient importateurs, consultants, activistes politiques ou artistes) ? Les nouveaux acteurs transnationaux entretiennent-ils un rapport à l'État et au politique différent de celui des élites économiques locales qu'ils viennent concurrencer ? Enfin, que se joue-t-il dans le renforcement actuel des partenariats, officiels et/ou privés, entre pays du Sud ?

Que fait la circulation aux choses ?

Contrairement à celle de transfert, la notion de circulation permet de caractériser des déplacements non linéaires, heurtés, aux mutations de trajectoires et de parcours. Elle évoque aussi des temporalités et des processus non-planifiés. Cet axe se focalisera sur les processus complexes de transformation, adaptation voire transfiguration se produisant au cours de la circulation des « objets » étudiés. On se penchera sur les significations ou valeurs inédites acquises selon les usages qu'on leur assigne dans les différents « lieux » de transit. Alors que les pays du Sud sont confrontés à l'afflux massif de produits standardisés et à vocation universelle (qu'il s'agisse d'un téléphone portable ou d'un instrument d'action publique), quels sont les mécanismes sociaux qui en déterminent l'appropriation, la domestication, la

vernacularisation ou au contraire, le rejet ? Des réflexions empiriquement fondées sur les processus de métissage, brassage, hybridation compléteront les questionnements de cet axe.

Les conséquences locales des circulations mondialisées

Il s'agira de réfléchir à l'impact des processus liés à l'intensification des connexions et des échanges à grande échelle sur le quotidien des groupes sociaux et des territoires mis en relation. Quels effets produit localement la forte disponibilité en Afrique de produits manufacturés de faible valeur et de grande consommation d'origine asiatique ? Quelles répercussions sur les systèmes de production et de consommation locaux ? Quelles sont les visions et les pratiques sociales associées à l'entrée de pans importants des populations urbaines dans l'ère de la consommation de masse ? Quels changements dans les modes et les styles de vie ? Quelles sont les pratiques et les imaginaires politiques et économiques dont sont porteurs les acteurs arrimés aux circulations transnationales ? Leurs expériences de voyage et d'échange ont-elles des effets sur leurs visions du développement économique et leurs pratiques entrepreneuriales ? Et inversement, que produit l'insertion dans des circulations lointaines de produits jusqu'ici « de terroir », localisés ? Assiste-t-on à des formes de mobilisation exprimant de la résistance, de la contestation, de la critique, des inquiétudes par rapport aux nouvelles inégalités engendrées par le capitalisme globalisé ?

Les terrains des circulations

La pratique des terrains transnationaux suscite des questions, transversales à l'ensemble des panels, sur leurs implications épistémologiques et méthodologiques. Le suivi d'une marchandise, d'une technique, d'un modèle, d'une vision, d'un répertoire d'action collective morcelle le terrain entre un vaste répertoire d'acteurs, d'actants et de situations appartenant à des espaces sociaux, culturels et politiques transculturels et transnationaux. A côté de la question souvent évoquée des échelles d'observation, des enquêtes multisituées sur des phénomènes globalisés incitent de ce fait à repenser la place des aires culturelles, les formes du comparatisme et l'exigence d'érudition et de spécialisation qui leur est étroitement associée. En outre, l'éclatement des lieux d'observation propre à une ethnographie des circulations conduit inévitablement à questionner son propre regard – d'où porte-t-il ? – et les modes de restitution de la recherche.

Le colloque et les panels

Le comité d'organisation encourage les panels thématiques, les ateliers et les tables rondes sur les questions abordées ci-dessus. A côté des panels consacrés au thème du colloque, quelques panels pourront être dédiés aux thèmes classiques de l'APAD, dans une logique de rencontre des membres et de progression des thèmes de recherche.

Nous invitons également les anthropologues visuels et les cinéastes à proposer des panels ou à soumettre des films pour des projections publiques.

Les travaux du colloque seront valorisés dans un ou plusieurs numéros de la revue *Anthropologie & développement*, revue bilingue à comité de lecture de l'APAD, dans des numéros spéciaux d'autres revues académiques, et/ou dans un ouvrage collectif.

Les panels seront constitués de 4 communications.

Calendrier

Tous les organisateurs de panel doivent soumettre une problématique et un appel à communications de maximum 600 mots. La proposition doit préciser les noms et prénoms, les adresses e-mail, l'affiliation et la position institutionnelle des organisateurs du panel. Elle peut intégrer des orientations bibliographiques. Elle doit être envoyée par courrier électronique au plus tard le **1^{er} novembre 2019** au comité d'organisation : colloque2020@apad-association.org.

Les proposants seront informés des résultats de la sélection le **1^{er} décembre 2019**. Les appels à communications pour les différents panels seront lancés par le comité d'organisation et les responsables de panels le **10 décembre 2019**.

La date limite de soumission des résumés des communications est le **15 février 2020**. Les organisateurs de panels sélectionneront les résumés et proposeront un programme complet du panel pour le **5 mars 2020** au comité scientifique pour validation. La liste définitive des panels sera publiée le **15 mars 2020**.

Le texte complet des communications est attendu pour le **15 mai 2020**, pour inclusion sur le site internet du colloque.

Informations pratiques

Une page web dédiée au colloque sera prochainement ouverte sur le site web de l'APAD : <http://apad-association.org/colloque-2020/>

Les langues de travail sont le français et l'anglais.

Le colloque se déroulera à l'Université de Lomé du 23 au 26 juin 2020. Lomé est un hub aérien, facilitant l'arrivée des participants. Une liste d'hôtels à des tarifs préférentiels pour le colloque sera affichée à l'avance pour les réservations.

Les frais d'inscription au colloque incluent la documentation, les pauses-café, les repas de midi à la cafétéria de l'Université, la soirée de gala et l'adhésion à l'APAD pour l'année 2020. Celle-ci donne droit à la réception des news de l'association et aux numéros de la revue *Anthropologie & développement* édités pendant l'année d'adhésion.

- Le tarif normal est de 120€ (78 000FCFA) = 70€ (45 000 FCFA) de frais d'inscription au colloque + 50€ (33 000 FCFA) de cotisation à l'APAD.

Deux tarifs réduits sont possibles :

- 95 € (62 000FCFA) = 70 € de frais d'inscription au colloque + 25 € de cotisation à l'APAD pour les personnes ayant un revenu moyen inférieur à 1000€ (660 000 FCFA) /mois.
- 70 € (45 000 FCFA) = pour les membres de l'APAD à jour de leur cotisation 2020.

Quelques bourses seront disponibles pour des jeunes chercheurs ou des doctorants qui ne pourraient pas financer leur venue. L'acceptation d'une candidature supposera une communication acceptée au panel et la fourniture, à l'avance, du texte de la communication.

Les modalités seront précisées sur le site du colloque.

A la suite du colloque, l'APAD organisera un atelier d'écriture à destination des jeunes chercheurs africains, sur la base d'une sélection des communications reçues.

Comité d'organisation

Akakpo-Ahiany Jean-Paul, URD, UL

Amouzou-Glikpa Amevor, Département de Sociologie, FSHS, UL

Apeti Saturnin, Département de Sociologie, FSHS, UL

Awesso Charles, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Blundo Giorgio, IRD/EHESS

Boutinot Laurence, CIRAD

Deridder Marie, Université Catholique de Louvain

Douti Mireille, EHESS

Elieth Eyebiyi, LASDEL Bénin

Gogoli Ablavi Julie Esseyram, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Hountondji Roland, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Koumi Abel, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Lavigne Delville Philippe, IRD

Lawani Ayemi, Université de Kara

N'Djambara Mohamoudou, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Ouattara Fatoumata, IRD

Palassi Konga, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Passinda Laurent, Département d'Anthropologie, FSHS, UL

Toudeka Marie-Reine, URD, UL

Vampo Charlotte, IRD

Waharé Jules, Département d'Anthropologie, FSHS, UL